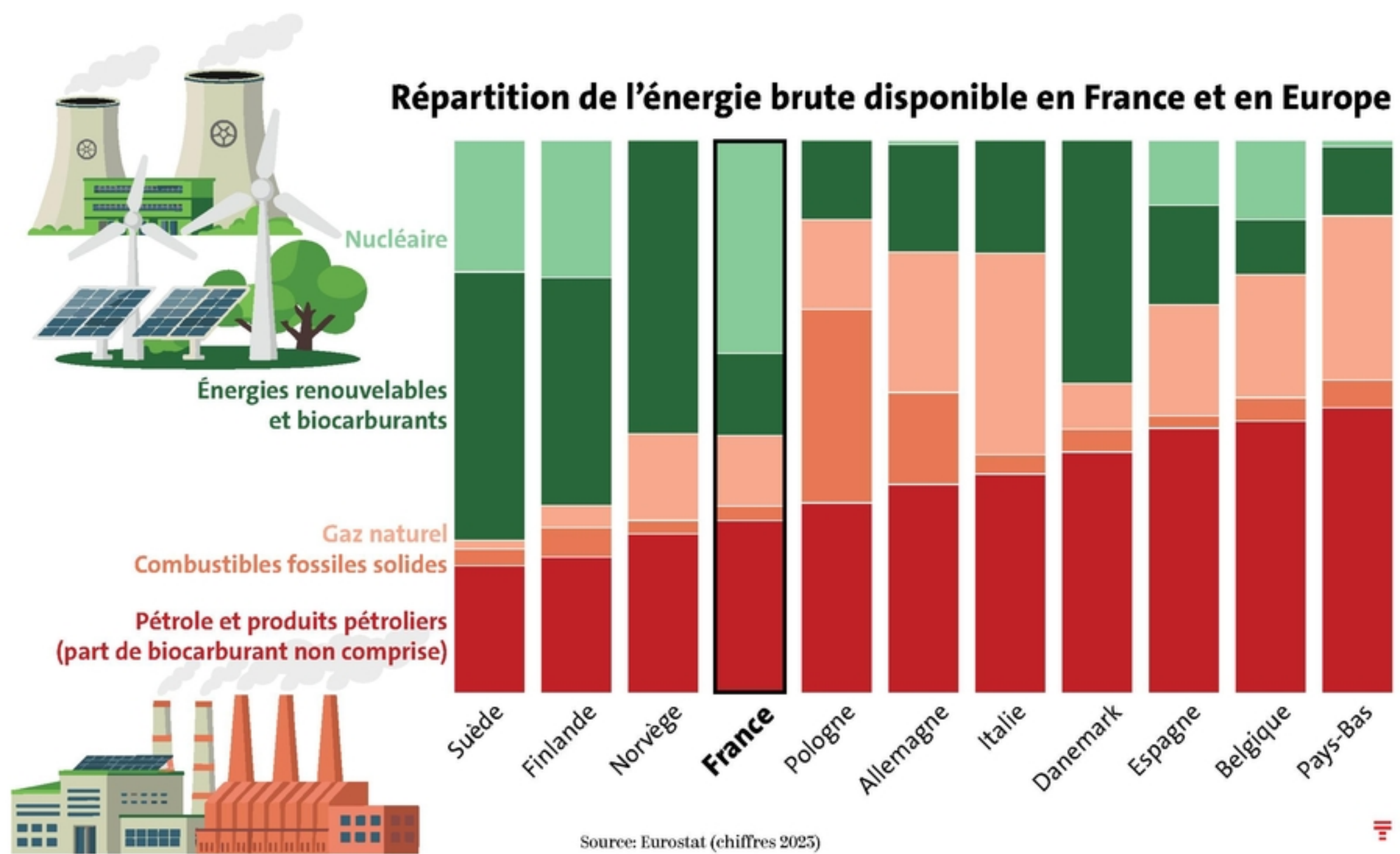


Nucléaire : le Livret A financera le « chantier du siècle »

Le Livret A va financer à hauteur de 60 % le programme nucléaire EPR 2. C'est ce qu'a annoncé l'Élysée, à l'issue d'un Conseil de politique nucléaire.



● Le Livret A financera à hauteur de 60 % le programme nucléaire EPR 2 en France, a annoncé l'Élysée, jeudi, à l'occasion d'une visite d'Emmanuel Macron, sur le chantier de la future centrale de Penly (Seine-Maritime). Cette décision a été prise lors d'un Conseil de politique nucléaire (CPN) au cours duquel le président de la République a plaidé en faveur de l'atome, indispensable, selon lui, à la compétitivité et la souveraineté de la France.

« On n'arrivera pas à gagner la bataille du climat, de la compétitivité et de la souveraineté sans le nucléaire », a-t-il déclaré au milieu de salariés d'EDF et aux côtés de Bernard Fontana, le PDG du géant français du nucléaire, alors que les travaux préparatoires à la construction des deux futurs réacteurs EPR2 battent leur plein.

Six nouveaux réacteurs de forte puissance
Dans un communiqué diffusé à

« On n'arrivera pas à gagner la bataille du climat, de la compétitivité et de la souveraineté sans le nucléaire. »

EMMANUEL MACRON

l'issue du CPN, qui définit les grandes orientations de la politique nucléaire nationale, l'Élysée a annoncé que « le prêt bonifié de l'État accordé au programme EPR2 pour 60 % du montant total du programme sera financé par le fonds d'épargne de la Caisse des dépôts ». Cela signifie que le Livret A financera, en partie, le programme EPR2, qui vise à construire six nouveaux réacteurs de forte puissance, à Penly, Gravelines (Nord) et Bugey (Ain).

Le Fonds d'épargne de la CDC centralise et gère 59,5 % de l'épargne réglementée des Français déposée sur les Livrets A, les Livrets de développement durable et solidaire (LDDS) et les Livrets d'épargne populaire (LEP). L'enveloppe est d'environ 400 milliards d'euros.

Une moitié est destinée à des prêts de long terme, au logement social et à la politique de la ville. L'autre moitié est investie dans des titres de dette et dans des actions de sociétés cotées.

Prix garanti
Le prêt pour le programme EPR 2 est assorti d'un contrat sur la production nucléaire à un prix garanti par l'État de 100 euros maximum du mégawattheure (MWh) en euros de 2024.

Le CPN a, par ailleurs, confirmé l'objectif d'assurer la décision finale d'investissement, étape clé pour lancer officiellement les travaux qui sera prise par EDF, « avant la fin de

l'année, pour une première mise en service d'ici à 2038 », a précisé la présidence.

« Chantier du siècle »
Concernant les coûts du programme, le CPN indique avoir pris acte des conclusions de l'audit du programme des six EPR2 par lequel EDF s'est engagé à tenir la cible de

« On a bâti un consensus et l'Europe suit et y croit »

coûts de construction à hauteur de 72,8 milliards d'euros au cours de 2020 et de calendrier.

Enfin, il demande à l'État et à EDF « de prendre toutes les mesures nécessaires pour finaliser les discussions en cours avec la Commission européenne dans un calendrier cohérent avec cet objectif ».

Lors de sa visite du chantier, Emmanuel Macron s'est félicité d'un regain d'intérêt pour l'atome. « En Europe, il y a encore deux ou trois ans, on nous disait le nucléaire, attention, c'est pas bon », a-t-il déclaré. « On a bâti un consensus et l'Europe suit et y croit », a-t-il ajouté, deux jours après le sommet sur le nucléaire, près de Paris.

Ce sommet a été l'occasion, pour une vingtaine de pays, dont la Belgi-

que, le Japon, l'Italie ou la Turquie, d'appeler à « mobiliser » les financements, publics comme privés, pour investir dans cette technologie qui connaît un certain retour en grâce.

La question de l'uranium
Sur le plan technique, le CPN a abordé la question de l'approvisionnement en uranium naturel, en confirmant le lancement d'un nouveau programme de fermeture du cycle, c'est-à-dire le traitement du combustible utilisé pour récupérer ses matières valorisables.

« Les enjeux à long terme d'approvisionnement en uranium justifient de lancer un tel programme, permettant de se passer de l'importation d'uranium naturel à l'horizon 2100 », a-t-il indiqué. Il va lancer une phase d'études de quatre ans qui doit permettre d'envisager « à l'horizon 2030, le lancement de la construction d'un premier réacteur à neutrons rapides », avec des représentants du CEA, d'EDF, de Framatome et d'Orano. Le recours aux réacteurs à neutrons rapides permet le multi-recyclage du plutonium et de brûler les déchets ultimes des combustibles usés.

« Avec ce chantier du siècle, on va faire pour nos enfants ce que nos parents ont fait pour nous », dans les années 70-80, a promis Emmanuel Macron, en citant notamment les petits réacteurs modulaires SMR, qui font partie du programme de nouveau nucléaire en France.